

**SOMMAIRE**

**SECRETARIAT GÉNÉRAL AUX ASSEMBLÉES**

**ARRÊTÉ n° 2022/021/DGS/SGA.....1**  
Constitution d'une Commission intercommunale d'aménagement foncier dans les communes de Guignes, Yèbles et Andrezel.

**DIRECTION DE L'AUTONOMIE**

**ARRÊTÉ n° 2022/DGAS/DA/n° 1 .....4**  
Fixant la composition du Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie et procédant à la désignation de ses membres.

**DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE****DGAA  
DEEA  
SAAFF****CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE LE 05/09/2022**

Accusé de réception en préfecture  
077-227700010-20220902-2022-021-SGA-AR  
Date de télétransmission : 02/09/2022  
Date de réception préfecture : 02/09/2022

**ARRÊTÉ n° 2022/021/DGS/SGA****Objet : Constitution d'une Commission intercommunale d'aménagement foncier dans les communes de Guignes, Yèbles et Andrezel****LE PRESIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,****Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 3221-1 et suivants,**Vu** la section 1 du titre II du livre I du Code rural, relative aux Commissions d'aménagement foncier et notamment son article L 121-4,**Vu** les articles R 121-1 à R 121-19, pris pour application des dispositions de la section 1 du titre II du livre I du Code rural, relatifs aux Commissions d'aménagement foncier,**Vu** la délibération n° CD-2021/03/05-1/12 du Conseil départemental de Seine-et-Marne, en date du 10 mars 2021, instituant une Commission intercommunale d'aménagement foncier dans les communes de Guignes, Yèbles et Andrezel,**Vu** les désignations et propositions de désignations faites par les instances mentionnées dans l'article L 121-4 susvisé,**Considérant** qu'une opération d'aménagement foncier pourrait s'avérer nécessaire afin de remédier aux dommages causés par le projet de contournement routier de Guignes par le sud (RD 619) est susceptible**ARRÊTE****Article 1 :** La Commission intercommunale d'aménagement foncier de Guignes, Yèbles et Andrezel est composée ainsi qu'il suit :

1°) M. Christophe BAYLE, Commissaire-enquêteur, Président titulaire et M. Alain LEGOUHY, Commissaire-enquêteur, Président suppléant.

2°) Mme Véronique DUPUIS, Adjointe au Maire de Guignes, M. Bruno REMOND, Maire d'Andrezel, et Mme Marième TAMATA-VARIN, Maire de Yèbles

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

3°) Membres exploitants titulaires :

- M. Sophie COURTIER
- M. Martial ROUSSEAU
- M. Marc DELOISON
- M. Bertrand REMOND
- M. Arthur COURTIER
- M. Gilles PIOT

Membres exploitants suppléants :

- M. Rémy CHATTE
- M. Laëtitia POTEL
- M. Arnaud BILLET

4°) Membres propriétaires titulaires :

- M. Jean-Claude DECREPT
- M. Emmanuel VAJOU
- M. Eric PIOT
- Mme Nathalie SEMONSU
- M. Benoit SOYER
- M. Matthieu COURTIER

Membres propriétaires suppléants :

- M. Yves LEFEBVRE
- M. Hervé REMOND
- M. Laurent CUYPERS

5°) Personnes qualifiées en matière de faune, de flore, de protection de la nature et des paysages :Titulaires

- M. Marc CUYPERS
- Mme Laura VERIN
- M. Joël SAVRY

Suppléants

- Mme Christine CANCHON

6°) Fonctionnaires désignés par le Président du Conseil départemental :

- Mme Ulrique JANA
  - Mme Noémie MOSSE
- titulaires ;  
et
- Mme Cathy DENIMAL
  - M. Paul GODART,
- suppléants.

## 7°) Mme Aurélie CAILLET, déléguée du Directeur départemental des finances publiques

## 8°) M. Jean-Louis THIERIOT, Conseiller départemental du canton de Nangis, représentant M. le Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, en tant que titulaire et Mme Nolwenn LE BOUTER, Conseillère départementale du canton de Nangis, en tant que suppléante.

9°) Mme Catherine MONNIER, représentante de l'INAO au titre de l'aire AOC présente sur le territoire

10°) à titre consultatif : Mme Claudie LEJEUNE, représentant le maître de l'ouvrage susceptible de perturber le parcellaire agricole.

**Article 2 :** Le secrétariat de la Commission intercommunale d'aménagement foncier sera assuré par un agent des services de la Direction de l'Eau, de l'Environnement et de l'Agriculture du Conseil départemental de Seine-et-Marne.

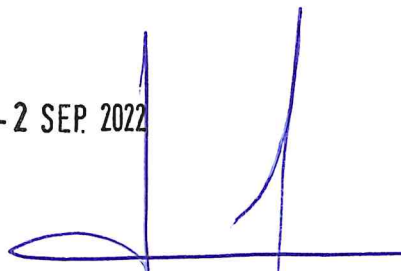
**Article 3 :** La Commission intercommunale d'aménagement foncier de Guignes, Yèbles et Andrezel a son siège en Mairie de Guignes.

**Article 4 :** Le présent arrêté sera transmis au représentant de l'Etat dans le Département et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département. Une copie du présent arrêté sera également adressée à :

- M. le Maire de la Commune d'Andrezel, pour affichage d'une durée de quinze jours au moins.
- Mme la Maire de la Commune de Yèbles, pour affichage d'une durée de quinze jours au moins.
- M. le Maire de la Commune de Guignes, pour affichage d'une durée de quinze jours au moins.

**Article 5 :** le présent arrêté prendra effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Fait à MELUN, le -2 SEP. 2022



Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE  
**DGA de la Solidarité**  
Direction de l'Autonomie

ARRÊTÉ n° 2022/DGAS/DA/n° 1

**CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE LE 05/09/2022**

Accusé de réception en préfecture  
077-227700010-20220902-2022-01-DA-AR  
Date de télétransmission : 02/09/2022  
Date de réception préfecture : 02/09/2022

Objet : Fixant la composition du Conseil départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie et procédant à la désignation de ses membres

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL,**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.3221-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles D.149-3 et D.149-4 ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n°2016-1206 du 7 septembre 2016 relatif au Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie ;

Vu l'élection en date du 1<sup>er</sup> juillet 2021 de Monsieur Jean-François PARIGI en qualité de Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne ;

Vu l'arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil départemental 2021/DGAS/DA/n°1 en date du 23 septembre 2021 ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental 2021/DGAS/DA/n°2 en date du 23 septembre 2021 fixant la liste des associations chargées de proposer les représentants des personnes handicapées, de leurs familles et des proches aidants ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental 2021/DGAS/DA/n°3 en date du 23 septembre 2021 fixant la liste des associations chargées de proposer les représentants des intervenants bénévoles contribuant au maintien du lien social des personnes âgées ;

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental 2021/DGAS/DA/n°4 en date du 23 septembre 2021 fixant la liste des associations chargées de proposer les représentants des intervenants bénévoles contribuant au maintien du lien social des personnes handicapées ;

---

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

Vu l'arrêté conjoint du Président du Conseil départemental et de la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France 2021/DGAS/DA/n°5 en date du 23 septembre 2021 fixant la liste des associations chargées de proposer les représentants des organisations représentant les employeurs, les professionnels et les gestionnaires d'établissement et services sociaux et médico-sociaux ;

Vu l'arrêté conjoint du Président du Conseil départemental et de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France 2021/DGAS/DA/n°6 en date du 23 septembre 2021 fixant la liste des associations chargées de proposer les représentants des organisations représentant les employeurs, les professionnels et les gestionnaires d'établissement et services sociaux et médico-sociaux ;

## DECIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : Jean-François PARIGI, Président du Conseil départemental, président de droit du Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) désigne Bernard COZIC, Vice-Président du Conseil départemental en charge des solidarités pour présider le Conseil Départemental de la Citoyenneté et de l'Autonomie (CDCA) en ses lieux et place.

**Article 2** : La formation spécialisée sur les questions relatives aux personnes âgées comprend 48 membres titulaires et 48 membres suppléants, réparti en 4 collèges. Les membres désignés pour ces 4 collèges sont les suivants :

### **1<sup>er</sup> COLLEGE: 16 REPRESENTANTS DES USAGERS RETRAITES, PERSONNES AGEES, DE LEURS FAMILLES ET PROCHES AIDANTS :**

- **Huit représentants des personnes âgées, de leurs familles et des proches aidants**

| Titulaires  | Suppléants   |
|---|--|
| <b>DOUINE Philippe</b> , Président, Amicale des aînés ruraux, Achères-la-Forêt  | <b>MAILLOT Jacques</b> , Vice-Président, Amicale des aînés ruraux, Achères-la-Forêt                                      |
| <b>HABRAN Alain</b> , Association de gestion et d'animation de notre maison club du 3 <sup>ème</sup> âge, Coulommiers | <b>ASHFORD Patrick</b> , Association de gestion et d'animation de notre maison club du 3 <sup>ème</sup> âge, Coulommiers |
| <b>MARION Luc</b> , Club de l'âge d'Or, Mitry-Mory  | <b>JOBERT Raymond</b> , Club de l'amitié, Cesson   |
| <b>BREHIER Brigitte</b> , Présidente, Soutien Facil   | <b>ABECASSIS Yvelise</b> , Présidente Association RIVAGE-Autonomie Melun   |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

|   |  |
|---|--|
| <b>VIRATELLE Nadine</b> , Club du 3ème âge Le carrefour de l'amitié, Moret-Loing-Orvanne                      | <b>BRUNO Danièle</b> , Cercle des retraités de Croissy Beaubourg, (CRCB)                                       |
| <b>CRE Jean</b> , Vice-Président, France Alzheimer Seine-et-Marne, Chelles                                    | <b>SOLIVERES Alain</b> , Président, France Alzheimer Seine-et-Marne, Chelles                                   |
| <b>SALZMANN Emile</b> , Président, Génération mouvement – Fédération de Seine-et-Marne, La Ferté Gaucher      | <b>VIOLIER Patrick</b> , Vice-Président, Génération mouvement – Fédération de Seine-et-Marne, La Ferté Gaucher |
| <b>LAFORGE Françoise</b> , Union départementale des associations familiales de Seine et Marne (UDAF77), Melun | <b>MORISSETTI Joëlle</b> , Union départementale des associations familiales de Seine et Marne (UDAF77), Melun  |

- **Cinq représentants des personnes retraitées désignés sur propositions des organisations syndicales représentatives au niveau national**

| Titulaires   | Suppléants  |
|--|---|
| <b>PETIN François</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun            | <b>MEULEMAN Daniel</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun              |
| <b>PEREZ Danielle</b> , Union départementale des Syndicats de Seine-et-Marne CFDT, Melun | <b>WISNIESKY Laurent</b> , Union départementale des Syndicats de Seine-et-Marne CFDT, Melun |
| <b>CHERIKI Jean-Claude</b> , Force Ouvrière (FO)   | <b>GUILLEMOT Simone</b> , Force Ouvrière (FO)   |
| <b>PATTIER Marie Madeleine</b> , CFTC  | <b>MARTIN Stéphane</b> , Président UL CFTC de Montereau, CFTC                               |
| <b>LESCAT Henri</b> , CGT  | <b>JARRY Karine</b> , CGT   |

- **Trois représentants des personnes retraitées désignés parmi les autres organisations syndicales siégeant au Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge**

| Titulaires  | Suppléants  |
|---|---|
| <b>DAUPIAS Francine</b> , Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique | <b>FEVRE Eric</b> , Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

|  |   |
|--|---|
| <b>DESPOND Jeannine</b> , Fédération syndicale unitaire 77 (FSU77), Melun                            | <b>HUYGHE Françoise</b> , Fédération syndicale unitaire 77 (FSU77), Melun                                 |
| <b>FLORES Luc</b> , Fédération nationale des associations de retraités et préretraités (FNAR), Paris | <b>SIROT Yves</b> , Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA - Ensemble et solidaires) |

## 2<sup>ème</sup> COLLEGE : 12 REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS :

- Deux représentants du conseil départemental :

| Titulaires   | Suppléants  |
|--|---|
| <b>Anne GBIORCZYK</b> , Conseillère départementale     | <b>ABREU Emma</b> , Conseillère départementale              |
| <b>PASQUIER Véronique</b> , Conseillère départementale | <b>MOUSSI LE GUILLOU Cindy</b> , Conseillère départementale |

- Deux représentants des autres collectivités et établissements publics de coopération intercommunale :

| Titulaires   | Suppléants  |
|--|---|
| <b>CALMY Michel</b> , maire de Le Vaudoué                    | <b>GUILLO Yannick</b> , maire de Saint Ouen en Brie et Président de la Communauté de communes de la Brie Nangissienne |
| <b>ZEIDOUN Jonathan</b> , adjoint au maire de Roissy en Brie | <b>BELDENT Jeannine</b> , maire de Chamigny   |

- Le directeur départemental chargé de la cohésion sociale (DDCS) ou son représentant :

| Titulaire  | Suppléant                        |
|--|----------------------------------|
| <b>BLETON Alain</b> , Directeur départemental de la cohésion sociale, Délégué départemental, Melun | <i>Pas de suppléant proposé.</i> |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.



- **Le directeur général de l'agence régionale de santé (ARS) ou son représentant**

| Titulaire   | Suppléant  |
|---|--|
| <b>MARIE Hélène</b> , Déléguée départementale, ARS de Seine-et-Marne, Lieusaint | <b>SALIS Emmeline</b> , Responsable du département Autonomie, ARS de Seine-et-Marne, Lieusaint |

- **Un représentant de l'agence nationale de l'habitat :**

| Titulaire   | Suppléant  |
|---|--|
| <b>CHAMPY Virginie</b> , Cheffe de l'unité parc Privé, Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne | <b>ORTIZ Sandrine</b> , Chargée d'opération ANAH, Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne |

- **Trois représentants des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie :**

| Titulaires  | Suppléants   |
|---|--|
| <b>ADENET Bruno</b> , CPAM de Seine-et-Marne, Melun                         | <b>LAIRD Valérie</b> , CPAM de Seine-et-Marne, Melun                       |
| <b>HEUSELE Corinne</b> , MSA Ile de France                                  | <b>SUSSET Benoît</b> , MSA Ile de France                                   |
| <b>PREVOTEAU Pascal</b> , Administrateur, CNAV Action sociale Ile de France | <b>FLOUQUET Christiane</b> , Directrice, CNAV Action sociale Ile de France |

- **Un représentant des institutions de retraite complémentaire :**

| Titulaire  | Suppléant  |
|--|--|
| <b>RAMOS Véronique</b> , Membre du Comité Action sociale AGIRC-ARRCO IDF | <b>VUILLAUME</b> , pilote du Comité Action sociale AGIRC-ARRCO IDF |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

• **Un représentant des organismes régis par le code de la mutualité :**

| Titulaire  | Suppléant                                    |
|--|--|
| <b>GAUDIN Marie-Annick</b> , Mutualité française | <b>VANNESTE Michel</b> , Mutualité française |

**3<sup>ème</sup> COLLEGE : 12 REPRESENTANTS DES ORGANISMES ET PROFESSIONNELS ŒUVRANT EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES :**

• **Cinq représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :**

| Titulaires  | Suppléants  |
|---|---|
| <b>MELAC René</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun   | <b>GUIOLET Chantal</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun  |
| <b>NARBONNE Gérald</b> , CFDT   | <b>JIMENEZ Roselyne</b> , CFDT  |
| <i>La Confédération Générale du Travail (CGT) sollicitée n'a pas été en mesure de proposer un représentant.</i>                   | <i>La Confédération Générale du Travail (CGT) sollicitée n'a pas été en mesure de proposer un représentant.</i>                   |
| <b>GAMAURY Antoine</b> , Force Ouvrière (FO)  | <i>Pas de suppléant proposé.</i>  |
| <i>La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) sollicitée n'a pas été en mesure de proposer un représentant.</i> | <i>La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) sollicitée n'a pas été en mesure de proposer un représentant.</i> |

• **Un représentant de l'Union nationale des syndicats autonomes :**

| Titulaire  | Suppléant  |
|--|--|
| <b>VERDUGIER Jean-Claude</b> , Union nationale des syndicats autonomes (UNSA). | <b>FOURCADE Franck</b> , Union nationale des syndicats autonomes (UNSA). |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

- **Cinq représentants des organisations représentant les employeurs, les professionnels et les gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux :**

| Titulaires   | Suppléants  |
|--|---|
| <b>GIRAULT Pascal</b> , Directeur fédéral, Fédération départementale ADMR 77   | <b>VALES Luc</b> , NEXEM  |
| <b>DECLERCQ Hélène</b> , FEHAP Ile de France   | <i>Pas de suppléant proposé.</i>  |
| <b>DUSSIEU Jacques</b> , UNA Ile de France   | <b>GIRY-SEGURA Isabelle</b> , UNA Ile de France   |
| <b>MOFRADJ Myriam</b> , Directrice Adjointe, EHPAD de Rebais et Sainte Aile, FHF (Fédération hospitalière de France) | <b>CANNIZARO Allison</b> , Directrice EPSM de Chancepoix, Château-Landon, FHF (Fédération hospitalière de France) |
| <b>MARTIN-LAPRADE Antoine</b> , gérant de la structure Alliance Vie, FEDESAP, Fontainebleau                          | <i>Pas de suppléant proposé.</i>  |

- **Un représentant des intervenants bénévoles qui contribuent au maintien du lien social des personnes âgées :**

| Titulaire   | Suppléant   |
|---|---|
| <b>SEPIERRE Denise</b> , Vice-Présidente de la Fédération, Familles rurales | <b>CHAPOTOT Ike</b> , Directeur Fédéral, Familles rurales |

**4<sup>ème</sup> COLLEGE : 8 REPRESENTANTS DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES CONCERNEES PAR LES POLITIQUES DE L'AUTONOMIE ET DE LA CITOYENNETE DES PERSONNES AGEES OU INTERVENANT DANS LE DOMAINE DE COMPETENCE DU CONSEIL :**

- **Un représentant des autorités organisatrices de transports:**

| Titulaire  | Suppléant                                      |
|--|--|
| <b>BEAUDET Stéphane</b> , Vice-Président du Conseil régional | <b>DURAND Jean-Louis</b> , Conseiller régional |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

- **Un représentant des bailleurs sociaux :**

| Titulaire                                  | Suppléant                                    |
|--|--|
| <b>HELLIN José</b> , Trois Moulins Habitat | <b>MICHAU Caroline</b> , Logement Francilien |

- **Un architecte urbaniste :**

| Titulaire   | Suppléant   |
|---|---|
| <i>Le préfet de Seine-et-Marne sollicité n'a pas été en mesure de désigner un architecte-urbaniste.</i> | <i>Le préfet de Seine-et-Marne sollicité n'a pas été en mesure de désigner un représentant.</i> |

- **Cinq personnes physiques ou morales concernées par la politique de l'autonomie et de l'accessibilité universelle et intervenant dans les domaines de la citoyenneté, de la santé, de l'activité physique, des loisirs, de la vie associative, de la culture et du tourisme :**

| Titulaires  |
|---|
| <b>TEMOIN Marie-Noëlle</b> , Croix rouge française                                      |
| <b>LEROY Nathalie</b> , URPS Médecin Ile de France                                      |
| <b>HELAN-CHAPEL Olivier</b> , Comité départemental handisport                           |
| <b>HENNEBELLE Bruno</b> , Président, Comité départemental Sport Adapté 77, Hautefeuille |
| <b>ROYERE Jean-Michel</b> , Mobilité réduite  |

**Article 3 :** La formation spécialisée sur les questions relatives aux personnes handicapées comprend 48 membres titulaires et 48 membres suppléants répartis en 4 collèges. Les membres de ces 4 collèges sont les suivants :

**1<sup>er</sup> COLLEGE: 16 REPRESENTANTS DES USAGERS :**

- **Seize représentants des personnes handicapées, de leurs familles et des proches aidants :**

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

| Titulaires   | Suppléants  |
|--|---|
| <b>CHAPRON Dominique</b> , Président, ADAPEI 77  | <b>PERISSEAU Laurent</b> , Directeur général, ADAPEI 77   |
| <b>DOUSSINEAU Nathalie</b> , Présidente, AIME 77   | <b>CRESPIN Liora</b> , AIME 77  |
| <b>HALDEMANN Joël</b> , Directeur général, AEDE  | <b>GOLDSCHMIDT Philippe</b> , AEDE  |
| <b>MAVOUZIA KINZONZI Pierre</b> , Association des handicapés pour la joie de la musique (AHJM)                           | <b>AMEGANDZE Francis Yawo Afanou</b> , Association des handicapés pour la joie de la musique (AHJM)                             |
| <b>GUER Damien</b> , Délégué départemental, APF France HANDICAP 77, Dammarie-les-Lys                                     | <b>AMONLES Lolita</b> , APF France HANDICAP 77, Dammarie-les-Lys  |
| <b>COMBAL Eric</b> , Association Meuphine, Tournan en Brie   | <b>VALLET Nadine</b> , Présidente, Association Meuphine, Tournan en Brie  |
| <b>CALONNE Nathalie</b> , Présidente, Parents en colère  | <b>LANDAIS Christiane</b> , Parents en colère   |
| <b>DENYS MARTIN</b> , Association des Parents d'Enfants Déficients Auditifs de Seine et Marne (APEDA 77), Cesson         | <b>HINARD Jean-Yves</b> , Président, Association des Parents d'Enfants Déficients Auditifs de Seine et Marne (APEDA 77), Cesson |
| <b>DELAPLACE Alain</b> , Trésorier, Confédération française pour la promotion sociale des aveugles et amblyopes (CFPSAA) | <i>Pas de suppléant proposé.</i>  |
| <b>BARRATHIEU Adrien</b> , Président départemental, FNATH  | <b>METZGER Nathalie</b> , FNATH   |
| <b>BARRY Suzanne</b> , Présidente départementale, Les amis de l'atelier  | <b>BELLOIS Laure</b> , Les amis de l'atelier  |
| <b>CHAURIN Karine</b> , Directrice de pôle, SAMSAH REMORA 77 - Voir ensemble, Torcy                                      | <b>HEGRON Christine</b> , cheffe de service du SAMSAH REMORA SAMSAH REMORA - Voir ensemble, Torcy                               |
| <b>PLISSON Françoise</b> , Secrétaire générale, Sésame autisme   | <i>Pas de suppléant proposé.</i>  |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

|   |  |
|---|--|
| <b>ZOUMARA Thierry</b> , Président,<br>Trisomie 21 IDF                              | <b>BORREGO Caroline</b> , Trisomie 21<br>IDF |
| <b>AKRICH Paul</b> , UNAFAM 77  | <i>Pas de suppléant proposé.</i>             |
| <b>CADORET Maurice</b> , Président,<br>Association Maryse Information fin<br>de vie | <i>Pas de suppléant proposé.</i>             |

## 2<sup>ème</sup> COLLEGE: 13 REPRESENTANTS DES INSTITUTIONS :

- **Deux représentants du conseil départemental :**

| Titulaires  | Suppléants   |
|---|--|
| <b>Anne GBIORCZYK</b> , Conseillère<br>départementale     | <b>ABREU Emma</b> , Conseillère<br>départementale              |
| <b>PASQUIER Véronique</b> ,<br>Conseillère départementale | <b>MOUSSI LE GUILLOU Cindy</b> ,<br>Conseillère départementale |

- **Le président du Conseil régional ou son représentant :**

| Titulaire   | Suppléant   |
|---|---|
| <b>DENIZIOT Pierre</b> , Conseiller<br>régional IDF | <b>VAN Thi Hong Chau</b> , Conseillère<br>régionale IDF |

- **Deux représentants des autres collectivités et établissements publics de coopération intercommunale :**

| Titulaires  | Suppléants   |
|---|--|
| <b>CALMY Michel</b> , maire de Le<br>Vaudoué                    | <b>GUILLO Yannick</b> , maire de Saint<br>Ouen en Brie et Président de la<br>Communauté de communes de la<br>Brie Nangissienne |
| <b>ZEIDOUN Jonathan</b> , adjoint au<br>maire de Roissy en Brie | <b>BELDENT Jeannine</b> , maire de<br>Chamigny   |

- **Le directeur départemental chargé de la cohésion sociale ou son représentant :**

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

| Titulaire  | Suppléant                        |
|--|----------------------------------|
| <b>BLETON Alain</b> , Directeur départemental de la cohésion sociale, Déléguée départementale, Melun | <i>Pas de suppléant proposé.</i> |

- **Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ou son représentant.**
- **Le recteur d'académie ou son représentant.**
- **Le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant :**

| Titulaire   | Suppléant  |
|---|--|
| <b>MARIE Hélène</b> , Déléguée départementale, ARS de Seine-et-Marne, Lieusaint | <b>SALIS Emmeline</b> , Responsable du département Autonomie, ARS de Seine-et-Marne, Lieusaint |

- **Un représentant de l'agence nationale de l'habitat :**

| Titulaire  | Suppléant  |
|--|--|
| <b>LEBERT Elisabeth</b> , Adjointe au chef de service, DDT de Seine-et-Marne | <b>CHAMPY Virginie</b> , Cheffe de l'unité parc Privé, DDT de Seine-et-Marne |

- **Deux représentants des régimes de base d'assurance vieillesse et d'assurance maladie :**

| Titulaires  | Suppléants   |
|---|--|
| <b>ADENET Bruno</b> , CPAM de Seine-et-Marne, Melun                         | <b>LAIRD Valérie</b> , CPAM de Seine-et-Marne, Melun                       |
| <b>PREVOTEAU Pascal</b> , Administrateur, CNAV Action sociale Ile de France | <b>FLOUQUET Christiane</b> , Directrice, CNAV Action sociale Ile de France |

- **Un représentant des organismes régis par le code de la mutualité :**

| Titulaire                                    | Suppléant  |
|--|--|
| <b>DUMONT Dorothee</b> , Mutualité française | <b>GAUDIN Marie-Annick</b> , Mutualité française |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

**3<sup>ème</sup> COLLEGE: 11 REPRESENTANTS DES ORGANISMES ET PROFESSIONNELS ŒUVRANT EN FAVEUR DES PERSONNES HANDICAPEES :**

- **Cinq représentants des organisations syndicales représentatives de salariés :**

| Titulaires  | Suppléants  |
|---|---|
| <b>TAJFEL Béatrice</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun  | <b>LOUBIRI Driss</b> , Union départementale CFE-CGC de Seine-et-Marne, Melun  |
| <b>VANBEVEREN Anne-Marie</b> , CFDT   | <b>NARBONNE Gérald</b> , CFDT   |
| <b>GIRAUD Frédéric</b> , CGT  | <b>RECORDA Martine</b> , CGT  |
| <i>Force Ouvrière sollicitée n'était pas en mesure de désigner des membres.</i>   | <i>Force Ouvrière sollicitée n'était pas en mesure de désigner des membres.</i>   |
| <i>La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) sollicitée n'était pas en mesure de désigner des membres.</i> | <i>La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) sollicitée n'était pas en mesure de désigner des membres.</i> |

- **Un représentant de l'Union nationale des syndicats autonomes:**

| Titulaire   | Suppléant  |
|---|--|
| <b>CLEMENT Alain</b> , Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) | <b>BRICOUT Daniel</b> , Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) |

- **Quatre représentants des organisations représentant les employeurs, les professionnels et les gestionnaires d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux :**

| Titulaires   | Suppléants   |
|--|--|
| <b>PAUTASSO-CHADOUTAUD Sébastien</b> , URIOPSS Ile de France, Paris et Fondation Ellen POIDATZ, Chailly en bière | <b>LAOUAS Fouad</b> , URIOPSS Ile de France, Paris |
| <b>BAUER Andrea</b> , ANECAMSP   | <i>Pas de suppléant proposé.</i>                   |
| <b>ETIENNE Marc</b> , AIRe   | <i>Pas de suppléant proposé.</i>                   |
| <b>BAYSE Valérie</b> , Président, Association des SESSAD de Seine-et-Marne                                       | <b>BOUTARIN Guy</b> , Association des SESSAD       |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.



- **Un représentant des intervenants bénévoles qui contribuent au maintien du lien social des personnes handicapées :**

| Titulaires  | Suppléants                                      |
|---|---|
| <b>FAYE Marie-Agnès</b> , Directrice, SAMSAH/SAVS Coallia Parrain du GEM de Coulommiers | <b>VICENTE Olivier</b> , GEM L'EMBEILLIE, Lagny |

**Quatrième collège : 8 représentants des personnes physiques ou morales concernées par les politiques de l'autonomie et de la citoyenneté des personnes handicapées ou intervenant dans le domaine de compétence du conseil**

- **Un représentant des autorités organisatrices de transports:**

| Titulaire  | Suppléant                        |
|--|----------------------------------|
| <b>BEAUDET Stéphane</b> , Vice-Président du Conseil régional d'Ile de France | <i>Pas de suppléant proposé.</i> |

- **Un représentant des bailleurs sociaux :**

| Titulaire                                   | Suppléant                                    |
|---|--|
| <b>GOMES Cécile</b> , Trois Moulins Habitat | <b>MICHAU Caroline</b> , Logement Francilien |

- **Un architecte urbaniste :**

| Titulaire   | Suppléant   |
|---|---|
| <i>Le préfet de Seine-et-Marne sollicité n'a pas été en mesure de désigner un architecte-urbaniste.</i> | <i>Le préfet de Seine-et-Marne sollicité n'a pas été en mesure de désigner un représentant.</i> |

- **Cinq personnes physiques ou morales concernées par la politique de l'autonomie et de l'accessibilité universelle et intervenant dans les domaines de la citoyenneté, de la santé, de l'activité physique, des loisirs, de la vie associative, de la culture et du tourisme :**

| Titulaires   |
|--|
| <b>TEMOIN Marie-Noëlle</b> , Croix rouge française |

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.

|   |
|---|
| <b>LEROY Nathalie</b> , URPS Médecin Ile de France                                      |
| <b>HELAN-CHAPEL Olivier</b> , Comité départemental handisport                           |
| <b>HENNEBELLE Bruno</b> , Président, Comité départemental Sport Adapté 77, Hautefeuille |
| <b>ROYERE Jean-Michel</b> , Mobilité réduite  |

**Article 4 :** Les membres du CDCA désignés aux articles 2 et 3 sont nommés pour un mandat de 3 ans soit jusqu'au 15 décembre 2023.

Fait à MELUN, le - 2 SEP. 2022

  
Jean-François PARIGI  
Président du Conseil départemental

---

En application de l'article R. 421-I du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

- d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental de Seine-et-Marne,
- d'un recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Melun.